

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13217]

25 APRIL 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 15 februari 2019 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel Hoofdstedelijk Gewest betreffende de classificatie van films, vertoond in Belgische bioscoopzalen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 15 februari 2019 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de classificatie van films, vertoond in Belgische bioscoopzalen.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs
voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 794-1. - Commissieverslag nr. 794-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 794-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 april 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13574]

25 AVRIL 2019. — Décret portant exécution du Protocole d'accord sectoriel 2017-2018 entre le Gouvernement de la Communauté française et les Organisations syndicales et les Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Modifications de certaines dispositions en matière d'enseignement

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

Article 1^{er}. A l'article 16, § 4, alinéa 1^{er}, complété par le décret du 10 février 2011, de l'Arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les mots « , d'agents dans le cadre du plan ACTIVA, d'agents dans le cadre de la mise à disposition d'un centre public d'action sociale en application de l'article 60, § 7, de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, d'agents dans le cadre du plan Win-Win, d'agents dans le cadre des mesures IMPULSIONS » sont insérés entre les mots « (ROSETTA) » et « et d'agents dans le cadre d'un contrat de travail ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 2. A l'article 16 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les termes « nonante jours » sont remplacés par les termes « cent vingt jours ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 3. Il est inséré un paragraphe 8, 9 et 10 à l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, rédigés comme suit :

« § 8. Le membre du personnel qui exerce une fonction dans un établissement de l'enseignement spécialisé et qui a acquis dans cet enseignement une ancienneté de service de dix années scolaires au moins, consécutives ou non, bénéficie d'une priorité pour l'application des dispositions prévues au présent article.

§ 9. Le membre du personnel qui exerce une fonction dans un Home d'Accueil permanent et qui a acquis dans cette catégorie d'établissement une ancienneté de service de dix ans au moins, consécutifs ou non, bénéficie d'une priorité pour l'application des dispositions prévues au présent article.

§ 10. Les priorités visées aux paragraphes 8 et 9 sont mises sur le même pied d'égalité que la priorité prévue par l'article 14 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 4. A l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les mots « , d'agents dans le cadre du plan ACTIVA, d'agents dans le cadre de la mise à disposition d'un centre public d'action sociale en application de l'article 60, § 7, de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, d'agents dans le cadre du plan Win-Win, d'agents dans le cadre des mesures IMPULSIONS » sont insérés entre les mots « (ROSETTA) » et « et d'agents dans le cadre d'un contrat de travail. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 5. A l'article 21 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les termes « nonante jours » sont remplacés par les termes « cent vingt jours ».

Art. 6. A l'article 24 du même arrêté royal, un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit, est inséré :

« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique, sauf accord écrit du Pouvoir organisateur. ».

Art. 7. A l'article 31 du même arrêté royal, un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit, est inséré :

« La demande de congé doit être introduite au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours du congé, sauf accord écrit du Pouvoir organisateur. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

Art. 8. A l'article 21 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les termes « nonante jours » sont remplacés par les termes « cent vingt jours ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 9. À l'article 8 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique, sauf accord écrit du Pouvoir organisateur. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 10. À l'article 8 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique, sauf accord écrit du Pouvoir organisateur » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 11. À l'article 7 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire, sauf accord écrit du Pouvoir organisateur. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 12. À l'article 5 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Cette communication est faite au moins un mois avant le début de l'interruption et au plus tard le 1^{er} juin inclus précédant la prise de cours de l'interruption lorsque celle-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Cette communication est faite par l'intermédiaire :

- du pouvoir organisateur ou de son délégué dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux ;
- de l'autorité hiérarchique pour les membres des services d'inspection. ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné*

Art. 13. À l'article 29^{quater} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, il est inséré un point 2° bis rédigé comme suit :

« 2° bis. Si l'emploi est définitivement vacant et qu'il ne peut être attribué à un membre du personnel qui totalise 2160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur, il l'attribue à un membre du personnel engagé à titre définitif dans la même fonction, dans une fonction de recrutement du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, psychologique et social de l'enseignement libre subventionné de même caractère dans le respect de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le membre du personnel doit en avoir fait la demande conformément à la procédure prévue à l'article 34^{quater}. Il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions d'engagement à titre définitif. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à l'engagement à titre définitif, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction. ».

Art. 14. À l'article 34^{quater} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 3, il est inséré un nouvel alinéa entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 rédigé comme suit :

« La Commission zonale d'affectation contrôle le respect par les pouvoirs organisateurs de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 précité lorsqu'ils affectent les candidats bénéficiant de la priorité conférée par l'article 29^{quater}, 2° bis. » ;

2° au même § 3, alinéa 4, les mots « et 2° bis » sont insérés entre les mots « conférée par l'article 29^{quater}, 2° » et les mots « effectuée au cours d'une année scolaire » ;

3° au § 5, alinéa 1^{er}, les mots « et 2° bis » sont insérés entre les mots « à l'article 29^{quater}, 2°, » et les mots « introduit sa candidature par lettre recommandée ».

4° au même § 5, alinéa 4, le mot « précité » repris après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 » est supprimé ;

5° au même alinéa 4, les mots « et de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 précités » sont insérés après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 » ;

6° au même § 5, alinéa 5, le mot « précité » repris après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 » est supprimé ;

7° au même alinéa 5, les mots « et de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 précités » sont insérés après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 » ;

8° au même § 5, alinéa 6, le mot « précité » repris après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 » est supprimé ;

9° au même alinéa 6, les mots « et de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 précités » sont insérés après les mots « le respect de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 ».

Art. 15. A l'article 71^{quater} du même décret, les modifications suivantes sont apportées au 2° b) :

1° le mot « précité » repris après les mots « du décret du 30 avril 2009 » est supprimé ;

2° les mots « et de l'article 119^{ter} du décret du 3 mars 2004 précités » sont insérés après les mots « de l'article 14 du décret du 30 avril 2009 ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 16. Les articles 1 à 2^{ter} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française constituent le chapitre I^{er} intitulé comme suit :

« Chapitre I^{er}. — Champ d'application et détermination des échelles barémiques ».

Art. 17. L'article 2, 3 — de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité est remplacé par un 3 — libellé comme suit :

« 3 — Pour la fonction de professeur :

a) Porteur pour la fonction concernée d'un titre requis dont le diplôme constitutif de ce titre requis est du niveau master ou bachelier : échelle 216.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si ce titre requis fondé sur un master a pour titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement, soit la finalité didactique, soit l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur pour cette fonction et qu'il est en plus porteur du certificat de réussite du module de 60 périodes de formation à la pédagogie de l'enseignement artistique à tous niveaux arrêté par le Gouvernement : échelle 415.

b) Porteur pour la fonction concernée d'un titre requis dont le diplôme constitutif de ce titre requis n'est pas au moins du niveau bachelier : échelle 206/3.

c) Porteur pour la fonction concernée d'un titre jugé suffisant dont le diplôme constitutif de ce titre jugé suffisant est du niveau master ou bachelier : échelle 216 moins une annale.

d) Porteur pour la fonction concernée d'un titre jugé suffisant dont le diplôme constitutif de ce titre jugé suffisant n'est pas au moins du niveau bachelier : échelle 206/3 moins une annale ».

Art. 18. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité est inséré, après l'article 2^{ter}, un chapitre II libellé comme suit :

« Chapitre II. Dispositions transitoires ».

Art. 19. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité est inséré un article 2^{quater} libellé comme suit :

« Article 2^{quater}. — La présente section s'applique aux enseignants qui au 30 juin 2019 sont dans une des situations ci-dessous :

1) Nommés ou engagés à titre définitif dans une charge complète ou incomplète ;

2) Temporaires prioritaires au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ou de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

3) Temporaires comptant une ancienneté de fonction de 315 jours auprès d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs sur minimum 2 années scolaires, acquise dans les 5 dernières années scolaires, calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est formé de tous les jours du début à la fin de la période d'activité, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié. ».

Art. 20. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité est inséré un article 2^{quinquies} libellé comme suit :

« Article 2^{quinquies}. — L'enseignant concerné conserve le bénéfice de l'ancienne échelle barémique et des échelons y afférents si celle-ci est plus favorable que l'échelle barémique fixée en application de l'article 2, 3 — du présent décret ».

Art. 21. Les articles 3 et 4 constituent le chapitre III libellé comme suit :

« Chapitre III : Dispositions finales ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant le décret du 03 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 22. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un Chapitre VIIbis rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIIbis. Du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, psychologique et social

Article 119ter. — § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, psychologique et social, est accordée à ceux qui exercent une fonction de recrutement dans un établissement organisant l'enseignement spécialisé et qui ont acquis dans cet enseignement une ancienneté de service de dix ans au moins, consécutifs ou non.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, psychologique et social, est accordée à ceux qui exercent une fonction de recrutement, dans un établissement organisant l'enseignement spécialisé et qui ont acquis dans cet enseignement une ancienneté de service de dix ans au moins, consécutifs ou non.

§ 3. Dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, la priorité visée à l'article 29quater, 2^obis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est accordée aux membres du personnel engagés dans une fonction de recrutement dans un établissement organisant l'enseignement spécialisé et qui ont acquis dans cet enseignement une ancienneté de service de dix ans au moins, consécutifs ou non.

Le membre du personnel qui refuse la proposition d'emploi alors que la proposition qui lui a été faite l'a été sur base de la liste des établissements qu'il a choisis perd sa priorité pour l'année scolaire en cours.

Le membre du personnel qui accepte l'emploi qui lui est proposé par la Commission zonale d'affectation le notifie par envoi recommandé au Pouvoir organisateur où il est affecté, avec copie pour le Président de la Commission zonale d'affectation, et ce dans les 5 jours ouvrables de la réception de la proposition d'emploi faite par la Commission zonale d'affectation. A défaut de réponse dans ce délai, le membre du personnel est présumé refuser l'emploi qui lui est proposé.

§ 4. Le délai de 10 années au moins visé au présent article est calculé selon les modalités fixées à l'article 3sexies, § 1^{er} de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 23. A l'article 62, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, un troisième alinéa est ajouté comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant dans les fonctions de correspondant-comptable, secrétaire-comptable et comptable. »

Art. 24. L'article 189, § 2bis, alinéa 2, du décret précité est modifié comme suit :

1° Le terme « cinq » est remplacé par le terme « trois » ;

2° Les termes « , et pour autant que la désignation ne soit pas effectuée dans le cadre d'un remplacement » sont supprimés.

Art. 25. À l'article 189 du même décret, il est ajouté un § 3bis rédigé comme suit :

§ 3bis. Lorsque la désignation à titre temporaire est effectuée dans le cadre d'un remplacement, cette désignation est effectuée pour une durée indéterminée dès lors que le membre du personnel compte, au moment de sa désignation à titre temporaire, une ancienneté de fonction de trois ans calculée conformément à l'article 197, § 1^{er}.

La désignation à titre temporaire, qu'elle soit à durée déterminée ou indéterminée, effectuée dans le cadre d'un remplacement prend fin d'office et sans préavis soit au retour du membre du personnel ouvrier remplacé soit en cas de cessation définitive des fonctions du membre du personnel désigné à titre temporaire ou nommé à titre définitif et dont le remplacement a été assuré.

Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée égale ou supérieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire qui a cessé définitivement ses fonctions, la désignation à titre temporaire dans cette fonction est proposée par le directeur en priorité au membre du personnel ouvrier ayant assuré le remplacement.

Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée égale ou supérieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif qui a cessé définitivement ses fonctions, la désignation à titre temporaire dans cette fonction est proposée par le directeur en priorité au membre du personnel ouvrier ayant assuré le remplacement sous réserve de l'application de l'article 194, § 5. ».

Art. 26. L'article 210, § 1^{er}, du décret précité, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Article 210. — § 1^{er}. Tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif, titulaire d'une ou de plusieurs fonctions de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction ou l'une de ces fonctions un changement d'affectation :

1° dans un emploi vacant à prestations complètes d'un autre établissement de la zone ;

2° dans un emploi vacant à prestations complètes au sein d'une autre zone.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} septembre suivant.

Il ne peut être procédé à un changement d'affectation que dans les emplois libérés l'année civile précédente à la suite de la cessation définitive de ses fonctions d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage et n'ayant pas été utilisé dans le cadre des extensions de charge. Un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans plus d'un établissement et pour lequel le total de sa charge horaire atteint un horaire complet peut demander un changement d'affectation dans un établissement où il exerce déjà une partie de sa charge ».

TITRE II. — Entrée en vigueur

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Chapitre XII entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 809-1

– Rapport de commission, n° 809-2.

– Texte adopté en séance plénière, n° 809-3.

Compte-rendu intégral.

– Discussion et adoption.

Séance du 24 avril 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13574]

25 APRIL 2019. — Decreet tot uitvoering van het protocol van sectoraal akkoord 2017-2018 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vakverenigingen en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Wijzigingen van sommige bepalingen inzake onderwijs

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Artikel 1. In artikel 16, § 4, eerste lid, aangevuld met het decreet van 10 februari 2011, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de woorden « , van de ambtenaren in het kader van het ACTIVA-plan, van de ambtenaren in het kader van de terbeschikkingstelling van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, van de ambtenaren in het kader van het Win-Win-plan, van de ambtenaren in het kader van de IMPULSIONS-maatregelen » ingevoegd tussen de woorden « (ROSETTA) » en « en de ambtenaren in het kader van een arbeidsovereenkomst ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 2. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden « negentig dagen » vervangen door de woorden « honderdtwintig dagen ».

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 3. Er wordt een paragraaf 8, 9 en 10 ingevoegd in artikel 48 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, luidend als volgt :

« § 8. Het personeelslid dat een ambt uitoefent in een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs en dat in dit onderwijs een dienstanciënniteit van minstens tien al dan niet opeenvolgende schooljaren verworven heeft, krijgt de voorrang voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in dit artikel.

§ 9. Het personeelslid dat een ambt in een vast opvangtehuis uitoefent en dat in deze categorie van instelling een dienstanciënniteit van ten minste tien al dan niet opeenvolgende schooljaren verworven heeft, krijgt de voorrang voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in dit artikel.

§ 10. De prioriteiten bedoeld in de paragrafen 8 en 9 worden op dezelfde voet geplaatst als de prioriteit bedoeld in artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 4. In artikel 14, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden « , van de ambtenaren in het kader van het ACTIVA-plan, van de ambtenaren in het kader van de terbeschikkingstelling van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, van de ambtenaren in het kader van het Win-Win-plan, van de ambtenaren in het kader van de IMPULSIONS-maatregelen » ingevoegd tussen de woorden « (ROSETTA) » en « en de ambtenaren in het kader van een arbeidsovereenkomst. ».

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 5. In artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « negentig dagen » vervangen door de woorden « honderdtwintig dagen ».

Art. 6. In artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De aanvraag om verlof moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni voor het begin van het verlof ingediend worden, wanneer het de eerste dag van het school- of academiejaar begint, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht. ».

Art. 7. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De aanvraag om verlof moet uiterlijk op 1 juni ingediend worden voorafgaand aan het begin van het verlof, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht. ».

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 8. In artikel 21 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de woorden « negentig dagen » vervangen door de woorden « honderdtwintig dagen ».

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen

Art. 9. In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De aanvraag om verlof moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni voor het begin van het verlof ingediend worden, wanneer het de eerste dag van het school- of academiejaar begint, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht. » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

HOOFTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

Art. 10. In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De aanvraag om verlof moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni voor het begin van het verlof ingediend worden, wanneer het de eerste dag van het school- of academiejaar begint, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

HOOFTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

Art. 11. In artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De aanvraag om verlof moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni voor het begin van het verlof ingediend worden, wanneer het de eerste dag van het schooljaar begint, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht. » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

HOOFTUK X. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 12. In artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. Deze mededeling wordt ten minste één maand voor het begin van de onderbreking en uiterlijk op 1 juni voor het begin van de onderbreking gedaan wanneer ze de eerste dag van het school- of academiejaar begint, behoudens afwijking verleend door de Regering.

Die mededeling wordt gedaan door middel van :

- de inrichtende macht of zijn afgevaardigde in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra ;
- de hiërarchische overheid voor de leden van de inspectiediensten. ».

HOOFTUK XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 13. In artikel 29^{quater} van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt een punt 2°^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°^{bis}. Als de betrekking definitief vacant is en niet kan toegewezen worden aan een personeelslid met in totaal 2160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, kent zij deze toe aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven wordt in hetzelfde ambt, in een wervingsambt van bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel en paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs van hetzelfde karakter met inachtneming van artikel 119^{ter} van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Het personeelslid moet hierom hebben gevraagd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 34^{quater}. Hij krijgt in dit geval een verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, middelbaar, bijzonder, technisch, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die afhangen van deze inrichtingen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

De verlenging van deze prioritaire affectatie geschiedt op dezelfde manier totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een aanwerving in vast verband. Als, op dat moment, het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een aanwerving in vast verband, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen. ».

Art. 14. In artikel 34^{quater} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 3, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt :

« De Zonale Affectatiecommissie controleert de naleving door de inrichtende machten van artikel 119^{ter} van het bovenvermelde decreet van 3 maart 2004 wanneer ze de kandidaten toewijzen die de voorrang genieten welke is toegekend door artikel 29^{quater}, 2°^{bis}. » ;

2° in dezelfde § 3, vierde lid worden de woorden « en 2°^{bis} » ingevoegd tussen de woorden « welke is toegekend door artikel 29^{quater}, 2° » en de woorden « uitgevoerd tijdens een schooljaar » ;

3° in § 5, eerste lid, worden de woorden « en 2°^{bis} » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 29^{quater}, 2° , » en de woorden « zijn kandidatuur via aangetekend schrijven in te dienen ».

4° in dezelfde § 5, vierde lid, wordt het woord « bovenvermeld » opgenomen na de woorden « inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 » geschrapt ;

5° in het vierde lid worden de woorden « en van artikel 119^{ter} van het decreet van 3 maart 2004 » ingevoegd na de woorden « inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 » ;

6° in dezelfde § 5, vijfde lid, wordt het woord « bovenvermeld » opgenomen na de woorden « inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 » geschrapt ;

7° in hetzelfde vijfde lid worden de woorden « en van artikel 119^{ter} van het decreet van 3 maart 2004 » ingevoegd na de woorden « inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 » ;

8° in dezelfde § 5, zesde lid, wordt het woord « bovenvermelde » opgenomen na de woorden « de inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 » geschrapt ;

9° in hetzelfde zesde lid worden de woorden « en van artikel 119^{ter} van het decreet van 3 maart 2004 » ingevoegd na de woorden « de inachtneming van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 ».

Art. 15. In artikel 71^{quater} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht in 2° b) :

1° het woord « bovenvermelde » opgenomen na de woorden « van het decreet van 30 april 2009 » wordt geschrapt ;

2° de woorden « en van artikel 119^{ter} van het decreet van 3 maart 2004 » worden ingevoegd na de woorden « van artikel 14 van het decreet van 30 april 2009 ».

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.*

Art. 16. De artikelen 1 tot 2^{ter} van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vormen het hoofdstuk I, luidend als volgt :

« Hoofdstuk I. Toepassingsgebied en vaststelling van de baremaschalen ».

Art. 17. Artikel 2, 3 — van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 wordt vervangen door een 3 — luidend als volgt :

« 3 — Voor het ambt van leraar :

a) Houder voor het betrokken ambt van een vereist bekwaamheidsbewijs waarvan het diploma waaruit dit vereiste bekwaamheidsbewijs bestaat, is van niveau master of bachelor : schaal 216.

In afwijking van het vorige lid, als dit vereiste bekwaamheidsbewijs op basis van een masterdiploma als pedagogisch bekwaamheidsbewijs in het onderwijs heeft, ofwel de didactische finaliteit, ofwel de aggregatie van het hoger secundair onderwijs voor dit ambt en als het bovendien houder is van het slaaggetuigschrift van de module van 60 opleidingslestijden inzake pedagogie van het kunstonderwijs op alle niveaus bepaald door de Regering : schaal 415

b) Houder voor het betrokken ambt van een vereist bekwaamheidsbewijs waarvan het diploma waaruit dit vereiste bekwaamheidsbewijs bestaat niet minstens van niveau bachelor is : schaal : échelle 206/3.

c) Houder voor het betrokken ambt van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs waarvan het diploma waaruit dit voldoende geacht bekwaamheidsbewijs bestaat van niveau master of bachelor is : schaal 216 minder één jaarlijkse verhoging.

d) Houder voor het betrokken ambt van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs waarvan het diploma waaruit dit voldoende geacht bekwaamheidsbewijs niet minstens van niveau bachelor is : schaal 206/3 minder een jaarlijkse verhoging ».

Art. 18. In het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 wordt, na artikel 2^{ter}, een hoofdstuk II ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk II. Overgangsbepalingen ».

Art. 19. In het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 wordt een artikel 2^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2^{quater}. — Deze afdeling is van toepassing op de leerkrachten die zich op 30 juni 2019 in één van de volgende toestanden bevinden :

1) Benoemd of aangeworven in vast verband in een volledige of onvolledige opdrachtlast ;

2) Tijdelijk prioritair in de zin van artikel 34 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of van artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs ;

3) Tijdelijk met een ambtsanciënniteit van 315 dagen bij één of meer inrichtende machten op minstens 2 schooljaren, verworven in de 5 laatste schooljaren, berekend volgens de nadere regels opgenomen in artikel 19, § 2 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Het aantal dagen verworven in een ambt met volledige of onvolledige prestaties met ten minste de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties wordt gevormd met alle dagen van het begin tot het einde van de periode van activiteit, met inbegrip van het ontspanningsverlof alsook de wintervakantie en de voorjaarsvakantie, als ze in deze periode meegeteld zijn.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties die niet de helft van het aantal uren bevat dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties wordt met de helft verminderd. ».

Art. 20. In het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 wordt een artikel 2^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2^{quinquies}. — De betrokken leraar behoudt de vorige baremaschaal en de daaromtrent schalen als deze gunstiger is dan de baremaschaal bepaald met toepassing van artikel 2, 3 — van dit decreet ».

Art. 21. De artikelen 3 en 4 vormen het hoofdstuk III, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III : Slotbepalingen ».

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 22. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt een hoofdstuk *VIIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *VIIbis*. Bestuurs-, onderwijzend of opvoedend hulppersoneel en paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel

Artikel 119*ter*. — § 1. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordt de voorrang in de wijzigingen van affectatie van de leden van het bestuurs- onderwijzend of opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel gegeven aan degenen die een wervingsambt uitoefenen in een inrichting die het gespecialiseerd onderwijs organiseert en die in dit onderwijs een dienstanciënniteit van ten minste tien al dan niet opeenvolgende jaren tellen.

§ 2. In het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de voorrang in de wijzigingen van affectatie van de leden van het bestuurs-, onderwijzend of opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel gegeven aan degenen die een wervingsambt uitoefenen in een inrichting die het gespecialiseerd onderwijs organiseert en die in dit onderwijs een dienstanciënniteit van ten minste tien al dan niet opeenvolgende jaren tellen.

§ 3. In het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de voorrang bedoeld in artikel 29*quater*, 2° bis van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs gegeven aan de personeelsleden aangeworven in een wervingsambt in een inrichting die het gespecialiseerd onderwijs organiseert en die in dit onderwijs een dienstanciënniteit van ten minste tien al dan niet opeenvolgende jaar tellen.

Het personeelslid dat het voorstel van betrekking weigert alsook het voorstel dat hem gedaan werd op basis van de lijst van de inrichtingen die hij gekozen heeft, verliest zijn voorrang voor het lopende schooljaar.

Het personeelslid dat de betrekking aanvaardt die hem door de Zonale Affectatiecommissie voorgesteld wordt, deelt het per aangetekend schrijven mee aan de inrichtende macht waar hij geaffecteerd is, met afschrift voor de Voorzitter van de Zonale affectatiecommissie en dit, binnen 5 werkdagen na de ontvangst van het voorstel van betrekking gedaan door de Zonale Affectatiecommissie. Bij gebrek aan een antwoord binnen deze termijn wordt het personeelslid verondersteld de betrekking die hem voorgesteld wordt te weigeren

§ 4. De termijn van ten minste 10 jaar bedoeld in dit artikel wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 3*sexies*, § 1 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. ».

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

Art. 23. In artikel 62, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid heeft de wijziging van affectatie uitwerking met ingang van de eerstvolgende 1 juli in de ambten van correspondent-boekhouder, secretaris-boekhouder en boekhouder. »

Art. 24. Artikel 189, § 2*bis*, tweede lid, van het bovenvermelde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° Het woord « vijf » wordt vervangen door het woord « drie » ;

2° De woorden « , en voor zover de aanstelling niet geschiedt in het kader van een vervanging. » worden geschrapt.

Art. 25. In artikel 189 van hetzelfde decreet wordt een § 3*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

§ 3*bis*. Wanneer de aanstelling in tijdelijk verband in het kader van een vervanging gebeurt, wordt deze aanstelling voor onbepaalde duur uitgevoerd wanneer het personeelslid, bij zijn aanstelling in tijdelijk verband, een ambtsanciënniteit van drie jaar telt berekend overeenkomstig artikel 197, § 1.

De aanstelling in tijdelijk verband, ongeacht ze van bepaalde of onbepaalde duur is, uitgevoerd in het kader van een vervanging, loopt amts halve ten einde en zonder opzegtermijn ofwel bij de terugkeer van het vervangen werkliedenpersoneelslid ofwel bij de definitieve neerlegging van de ambten van het personeelslid dat in tijdelijk verband aangesteld wordt of dat vast benoemd wordt en waarvan er voor de vervanging gezorgd werd.

Wanneer het werkliedenpersoneelslid bedoeld in het eerste lid een ambt uitoefende in het kader van een vervanging voor een duur die gelijk is aan of hoger is dan 15 weken van een werkliedenpersoneelslid aangesteld in tijdelijk verband dat definitief zijn ambten neergelegd heeft, wordt de aanstelling in tijdelijk verband in dit ambt bij voorrang voorgesteld door de directeur aan het werkliedenpersoneelslid dat voor de vervanging heeft gezorgd.

Wanneer het werkliedenpersoneelslid bedoeld in het eerste lid een ambt uitoefende in het kader van een vervanging voor een duur die gelijk is aan of hoger is dan 15 weken van een werkliedenpersoneelslid aangesteld in vast verband dat definitief zijn ambten neergelegd heeft, wordt de aanstelling in tijdelijk verband in dit ambt bij voorrang voorgesteld door de directeur aan het werkliedenpersoneelslid dat voor de vervanging heeft gezorgd onder voorbehoud van de toepassing van artikel 194, § 5. ».

Art. 26. Artikel 210, § 1, van het bovenvermelde decreet, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 210. — § 1. Elk vast benoemde werkliedenpersoneelslid dat houder is van één of meer wervingsambten kan, op zijn aanvraag, in dit ambt of in één van de ambten een wijziging van affectatie verkrijgen :

1° in een vacante betrekking met volledige prestaties van een andere inrichting van de zone ;

2° in een vacante betrekking met volledige prestaties binnen een andere zone.

Die wijziging van affectatie heeft uitwerking met ingang van de eerstvolgende 1 september.

Een affectatie mag slechts gewijzigd worden in de betrekkingen die vrijgegeven worden in het vorige kalenderjaar ten gevolge van de definitieve neerlegging van zijn ambten door een werkliedenpersoneelslid dat vast benoemd wordt of tot de proeftijd wordt toegelaten en dat niet gebruikt wordt in het kader van de uitbreiding van de opdracht. Een vast benoemd werkliedenpersoneelslid in meer dan één inrichting en voor wie het totaal van zijn opdracht een volledig uurrooster bereikt, kan een wijziging van affectatie aanvragen in een inrichting waar hij al een gedeelte van zijn opdracht uitoefent ».

TITEL II. — *Inwerkingtreding*

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

In afwijking van het vorige lid treedt Hoofdstuk XII op 1 januari 2020 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 809-1.
 - Commissieverslag nr. 809-2.
 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 809-3.
- Integraal verslag.
- Bespreking en aanneming.
 - Vergadering van 24 april 2019.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30589]

26 JUNI 2019. — Arrêté ministériel portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les régions communales autonomes et leurs filiales, les ASBL (pluri)communales, les intercommunales ou leurs filiales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par les lois du 17 avril 1985, 18 juillet 1991, 10 mars 1999, 27 mars 2006, et par les ordonnances du 18 juillet 2002 et 29 juin 2006 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 23 juin 2016, l'article 4, modifié par l'ordonnance du 26 mars 2009, les articles 9 et 10, modifiés par l'ordonnance du 23 juin 2016, l'article 11, modifié par l'ordonnance du 18 avril 2002 et l'article 12, modifié par l'ordonnance du 11 juillet 2013 ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale, les articles 4 et 7, l'article 11, modifié par l'ordonnance du 20 décembre 2002 et l'article 12, modifié par l'ordonnance du 11 juillet 2013 ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, les articles 24 à 27, 46 à 48, 84 à 86 et 97 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/30589]

26 JUNI 2019. — Ministerieel besluit houdende delegatie aan bepaalde ambtenaren van Brussel Plaatselijke Besturen in verband met het administratief toezicht op de gemeenten, de autonome gemeentebedrijven en hun filialen, de (meer)gemeentelijke vzw's, de intercommunales en hun filialen, de politiezones en de erkende lokale instellingen voor het beheer van de tijdelijke erediensten

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten, gewijzigd bij de wetten van 17 april 1985, 18 juli 1991, 10 maart 1999, 27 maart 2006 en bij de ordonnances van 18 juli 2002 en 29 juni 2006;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 4, gewijzigd bij de ordonnantie van 26 maart 2009, de artikelen 9 en 10, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 juni 2016, artikel 11, gewijzigd bij de ordonnantie van 18 april 2002 en artikel 12, gewijzigd bij de ordonnantie van 11 juli 2013;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de artikelen 4 en 7, artikel 11, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 december 2002 en artikel 12, gewijzigd bij de ordonnantie van 11 juli 2013;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, de artikelen 24 tot 27, 46 tot 48, 84 tot 86 en 97;